



Déclaration liminaire de la CGT Educ'action35
au Comité Social d'Administration Spécial d'Ille-et-Vilaine
du 16 novembre 2023

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames, Messieurs, les membres du CSA SD

Comment débiter cette déclaration liminaire sans évoquer l'effroyable attaque meurtrière au lycée Gambetta d'Arras du vendredi 13 octobre qui nous a plongé dans l'effroi, la tristesse et l'émotion.

La CGT Educ'action 35 adresse toutes ses pensées aux familles de toutes les victimes et à leurs proches, mais également aux personnels et aux élèves de l'établissement.

Trois ans après l'assassinat de notre collègue Samuel Paty, notre collègue Dominique Bernard, a été assassiné sur son lieu de travail en exerçant son métier, tout simplement.

Pour la CGT Educ'action, l'École doit rester un lieu protégé de toute violence et de tout obscurantisme afin de garantir son rôle d'émancipation sociale et politique pour toutes et tous.

Pourtant si l'École a ce rôle d'émancipation à jouer, elle ne peut à elle seule soigner tous les maux de la société. C'est pourquoi nous sommes aussi inquiètes et inquiets de la fracture profonde et de fortes tensions qui risquent de s'installer dans notre pays, situation brûlante attisée parfois par des discours qui loin d'apaiser, favorisent, au contraire, les raccourcis, les solutions simplistes et la stigmatisation d'une partie de la population.

La réponse à tout cet épisode est comme très souvent et avant tout sécuritaire. S'il y a une volonté parfois sincère de protéger les personnels, il ne faudrait pas transformer les bâtiments scolaires en bunkers entourés de murs d'enceinte. De même, les élèves qui, pendant l'hommage, ont eu un comportement inadapté seraient, selon le ministre, sanctionnés par un conseil de discipline. Si l'on doit, bien sûr, condamner ce genre de comportement, ne revient-il pas à la communauté éducative de l'établissement concerné de considérer la meilleure option à prendre dans ce genre de situation ?

À noter le souhait d'Elisabeth Borne dans une interview de généraliser des « boutons d'appels » dans les collèges et lycées pour pouvoir prévenir immédiatement le commissariat en cas d'intrusion. Est-ce une volonté aussi du ministère ou un énième effet d'annonce ? Dans tous les cas, le tout sécuritaire et autoritaire n'est pas la réponse la plus efficace s'il n'est pas accompagné de mesures de prévention.

Par ailleurs, ne faudrait-il pas plutôt donner à l'École des moyens humains en personnels ce qui permettrait certainement de redonner de la sérénité autant pour les personnels qui y exercent que pour les élèves. Pendant ce temps, les personnels doivent aussi faire face à des situations de travail qui se sont dégradées au fil du temps, lentement insidieusement et qui pourraient bien se dégrader encore.

Nous nous alarmons des discours haineux et menaçants de la part des milieux d'extrême droite envers des collègues qu'ils considèrent comme des « islamo-gauchistes » dangereux et dangeureuses.

Citons le cas de notre collègue de l'académie du Nord qui a été attaquée sur les réseaux sociaux dans les jours qui ont suivi le meurtre de Dominique Bernard sous prétexte qu'elle avait souhaité organiser une sortie pédagogique avec une association d'aide aux migrants. Dans notre département, un de nos militant·es a été mis en cause dans un commentaire ordurier et diffamatoire mentionnant son appartenance syndicale. L'entrisme et l'activisme des « parents vigilants » (paravent d'un parti d'extrême-droite) dans les conseils d'école, nous alertent y compris sur le département.

La situation internationale a des répercussions dans notre société et dans nos établissements Nous condamnons les crimes de guerre commis par le Hamas le 7 octobre dernier. Nous condamnons aussi le choix fait par le gouvernement d'extrême-droite israélien de la vengeance et de la punition collective en s'attaquant aux civil·es palestinien·nes. Nous demandons un cessez le feu immédiat et l'ouverture d'un processus de paix et la recherche d'une solution politique et diplomatique, se basant sur le droit international, seule à même de mettre fin à la terreur et à la guerre qui meurtrit cette région du monde depuis 1948.

Pour certain-es, la situation internationale sert de prétexte au développement du racisme et plus particulièrement de l'antisémitisme. Depuis sa création, la CGT combat l'antisémitisme, la xénophobie et toutes les autres formes de racisme. Notre organisation s'inquiète et dénonce l'accroissement des actes antisémites, tout comme la montée persistante de l'islamophobie. Nous combattons toutes ces formes de racismes, partout, toujours et l'école a un rôle éducatif à jouer dans cette lutte. Enfin nous réaffirmons que cette lutte ne peut être menée au côté de l'extrême-droite qui propage depuis toujours son antisémitisme et sa haine.

S'agissant de notre ministère, l'annonce de la suppression de 2200 postes d'enseignant-es a été très mal vécue par la profession qui voit là un désaveu de notre métier. Le « faites mieux avec moins » ne peut pas fonctionner indéfiniment en particulier au regard des annonces faites par le ministre lui-même sur les pistes envisagées : retour des écoles normales, recentrage des apprentissages sur les fondamentaux, fin des cycles, retour des classes de niveau, fin de la liberté pédagogique. . Ne parlons pas de l'espérance de vie bien mince, dans les années à venir, de la formation continue à 100% hors face à face pédagogique.

L'inquiétude est forte aussi dans les lycées professionnels avec les nouvelles annonces faites par Mme Grandjean sur l'année de Terminale du bac professionnel. C'est même une véritable levée de boucliers de la part de nos collègues. Toujours plus d'entreprises et moins de poursuites d'études, casse des statuts avec la crainte de l'annualisation, Pour la CGT Educ'action ce n'est pas de plus d'entreprise dont les élèves ont besoin mais de plus et de mieux d'École. De même, l'annonce de la période de stage en classe de seconde du lycée général et technologique, nous laisse perplexes quant à sa finalité pour cette tranche d'âge. D'autant plus quand on connaît les inégalités en la matière, avec les stages d'observation en 3ème.

Une question se pose : quel encadrement et quel suivi alors que les lycées, à cette époque sont tout entier absorbés par les examens ? Qu'à cela ne tienne ! le jeune ou la jeune peut s'engager pour un stage « de cohésion » à travers le SNU. Les personnels subissent déjà une promotion insistante avec les projets de classes engagées, et des séjours quasiment imposés aux élèves qui n'auraient pas trouvé de stage. Nous avons l'impression que le gouvernement s'échine à trouver des idées pour sauver le SNU. Nous ne ne cesserons jamais de le marteler : pour la CGT Educ'action, le SNU est un dispositif qui ne correspond en rien à ce dont a besoin la jeunesse pour s'épanouir, s'émanciper et s'intégrer.

Par ailleurs, toujours sur le lycée général et technologique, il n'y a eu aucune discussion concernant les programmes de certaines spécialités ; sujet qui inquiète les collègues qui considèrent que les programmes de ces spécialités sont beaucoup trop lourds pour l'épreuve.

Sur le collège, au regard des annonces du ministre le 11 octobre, nous nous opposerons toujours à toutes les tentatives de créer des groupes de niveau. Pour répondre, soi-disant, à toutes les questions de la scolarité de la maternelle au baccalauréat, le ministère prétend entamer avec les organisations syndicales un travail sur les exigences du savoir avec seulement quelques semaines de concertation. Ce n'est pas ainsi que l'on pourra réformer profondément l'École.

Outre les personnels d'enseignement et d'éducation ou les AESH, les personnels administratifs sont aussi soumis à rude épreuve. Dans les services, on déplore une explosion des heures supplémentaires avec les nouveaux logiciels qui ne sont toujours pas opérationnels. Il faudrait peut-être le rappeler, ces personnels voient leurs conditions de travail se dégrader considérablement et sont en réelle attente de nouvelles grilles de salaires.

Pour terminer, nous notons que beaucoup de commentateurs, commentatrices et de personnalités politiques ont rendu hommage dernièrement aux enseignant-es et plus généralement aux personnels de l'Éducation. Il ne faudrait pas que ces hommages ne restent que des paroles.

Au-delà des mots, il est temps de prendre conscience qu'il faut donner des moyens humains en conséquence à l'École et ne pas la voir sous un prisme néo-libéral et réactionnaire avec une notion de rentabilité. Nous continuerons et amplifierons nos luttes pour une école émancipatrice dans une société de paix débarrassée de l'exploitation en commençant par la grève du 12 décembre pour la défense des lycées professionnels.

Merci de votre attention.